

Communiqué des personnels enseignants du lycée Angela Davis

Réunis en assemblée générale ce mercredi 26 mai, des personnels enseignants du lycée Angela Davis ont décidé de se mettre en grève dès 13h.

Cette décision est une réaction à la convocation d'un.e collègue de l'équipe – la cinquième cette année – pour consulter un rapport suggérant une « pression sur un.e élève élu.e du CVL » en vue d'un vote sur le règlement intérieur de l'établissement. Ce rapport, que nous jugeons ubuesque, est basé sur la seule version de l'élève et n'a donné lieu à aucun entretien contradictoire préalable avec l'enseignant.e visé.e.

Une nouvelle fois, le collègue visé est un.e représentant.e élu.e des personnels enseignants, reconnu.e pour son investissement au sein de l'établissement et pour ses grandes qualités professionnelles. Il conteste toute tentative d'influencer un vote on ne peut plus anecdotique au regard des problèmes bien plus importants qui font notre quotidien.

Cette nouvelle convocation s'inscrit dans une série de pressions administratives exercées sur les enseignant.e.s du lycée Angela Davis.

Lundi 31 mai, quatre de nos collègues seront de nouveau convoqué.e.s au Rectorat en vue d'évoquer leur « situation professionnelle » avec les services RH de l'académie de Créteil. Ces convocations sont la suite donnée aux premiers entretiens qui avaient eu lieu en avril, en réaction aux faits que nous retraçons avec précision dans la pétition de soutien suivante :

<https://www.change.org/p/personnel-le-s-d-education-halte-%C3%A0-la-r%C3%A9pression-syndicale-au-lyc%C3%A9e-angela-davis-et-dans-l-education>

Nous serons collectivement en grève le 31 mai pour accompagner nos collègues à ces audiences, à 16h, rejoint.e.s par des collègues d'autres établissements et des organisations syndicales qui, comme nous, s'inquiètent de ce climat de répression gratuite qui gagne en ampleur.

Nous sommes éprouvé.e.s par cette logique d'acharnement qui génère une indéniable souffrance professionnelle dans notre établissement. Nos demandes de médiation, d'audience, de réunions plénières au sein du lycée et nos tentatives de concertation et d'apaisement se heurtent à autant de refus, de fins de non-recevoir ou de silences qui, à ce stade, ne sont plus acceptables.

Nous comptons sur votre soutien et vous appelons à une mobilisation large le 31 mai, pour mettre un coup d'arrêt à ce mépris institutionnel et à ces méthodes délétères.